

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 171 06 2024

Mis en ligne le 02.07.24
Transmis le 15.06.24

ARRÊTÉ PORTANT SUR LA LEVÉE DE L'AVIS DÉFAVORABLE À L'EXPLOITATION DE L'HÔTEL LES ARMES DE BELGIQUE

Le Maire de la ville de Lourdes,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-18, L. 2212-1, L. 2212-2 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 143-1 à R 184-5 ;

Vu le Code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral N°65-2023-07-24-00002 en date du 24 juillet 2023 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales ;

Vu le procès-verbal en date du 18 juin 2024 établi suite à la demande de levée de l'avis défavorable à l'exploitation de l'hôtel les Armes de Belgique, (dossier n° 286-0223), bâtiment de type O, N de 5^e catégorie sis, 24 boulevard de la Grotte à Lourdes,

Considérant qu'il ressort de ce procès-verbal que la commission communale de sécurité a émis un avis favorable à la demande et à la poursuite de l'exploitation de l'établissement sus-désigné.

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Jenifar VINCENT GERALD, exploitante de l'hôtel les Armes de Belgique, sis 24 boulevard de la Grotte à LOURDES est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'établissement.

Article 2 :

Il appartient à l'exploitant de se conformer à l'ensemble des prescriptions contenues dans le procès-verbal de visite annexé :

- 1) Fournir un passe général au personnel, et maintenir les portes coupe-feu fermées. Retirer les rideaux occultant les escaliers et les issues de secours ;

- 2) Fournir un rapport de vérification après travaux RVRAT concernant l'isolement de la machinerie ascenseur et du passe-plat entre le R+1 et R+2 ;
- 3) Réaliser une demande de dérogation concernant l'absence de stabilité au feu (compensée par la détection généralisée).

Article 3 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 :

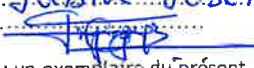
Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Lourdes, le 21/06/2024

Par délégation du Maire,



Le conseiller municipal délégué,
Firmin LOZANO

Notifié le	27/06/24
<input type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le	
<input type="checkbox"/> Par remise en main propre	
<input type="checkbox"/> Par mail envoyé le	
Je soussigné(e).....	Jubin JOSEPH
Signature :	
Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le	
Tribunal Administratif de PAU	
Cours Lyautey - 64000 PAU	
dans un délai de deux mois.	